



Analyse du climat des affaires dans les PMA

Soudan

Mars 2023



A powerful
and balanced
voice for business

Soudan

Région
Afrique du
Nord-Est

Population(2022)
46 874 204
habitants

Croissance démographique
2,67 %

Revenu moyen (2021)
758 USD

Classement selon l'Indice de développement humain

172^{ème} sur 191 pays : l'indice de développement humain (IDH) du Soudan a progressé de 0,42 en 2002 à 0,51 en 2021, soit une augmentation moyenne annuelle de 1,08 %.

Contexte économique

En 2020, la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut (PIB) du Soudan était de 20,92 %, celle de l'industrie de 22,88 % environ et celle du secteur des services d'environ 36,09 %. L'agriculture reste l'activité principale de la grande majorité de la population, en particulier parmi les femmes, la population pauvre et dans les zones rurales. Elle représentait cette année quelque 80 % des exportations non pétrolières du pays¹. Selon l'IDH, on estime que 47 % de la population soudanaise vit au dessous du seuil de pauvreté nationale.



Les cultures agricoles occupent quelque 20 millions d'hectares au Soudan, alors que le pays compte 84 millions d'hectares de terres cultivables. Les pratiques agricoles pluviales traditionnelles restent prédominantes ; toutefois, les grandes exploitations agricoles mécanisées gagnent en importance, surtout le long du Nil et de ses affluents. Environ 93 % des terres irriguées sont gérées dans le cadre de projets publics, les 7 % restants appartenant à des propriétaires privés. Le secteur agricole pluvial traditionnel regroupe des systèmes d'élevage nomade, d'élevage-culture transhumant (déplacements avec les animaux associés à des cultures de subsistance à maturation rapide) et de culture sédentaire, ces derniers agriculteurs disposant aussi d'une quantité significative de bétail (bovins, ovins, chèvres et chameaux). Selon les estimations de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, les ressources animales s'élevaient en 2019 à environ 166 millions de têtes, contribuant pour environ 45 % au PIB total du secteur agricole.

Le secteur manufacturier du Soudan reste relativement modeste : l'industrie de fabrication et minière prise ensemble contribue pour moins d'un tiers au PIB et n'emploie qu'un petit pourcentage de la population active du pays. Selon les données de la Banque mondiale, le secteur manufacturier représentait 11,75 % du PIB du Soudan en 2019. La transformation de produits alimentaires et de boissons prédomine dans la base industrielle du pays. Le raffinage du sucre est une activité importante, tout comme la production d'huile végétale et de savon, l'égrenage du coton et la fabrication de tissu à base de coton. Parmi les autres activités industrielles, on peut citer le raffinage du pétrole et la production de chaussures, d'engrais chimiques et de ciment. Toutefois, un grand nombre d'usines ne travaillent qu'à une fraction de leur capacité.

Le réseau électrique du Soudan est vieillissant ; un bon niveau de production et de distribution d'électricité demanderait d'importants efforts de modernisation et d'extension. Le gouvernement

¹Abubaker Haroun et Mohamed Adam « The Future Perspectives Of Agricultural Graduates And Sustainable Agriculture In Sudan » (2019) ¹. Journal of Agronomy Research

cherche à améliorer des capacités immédiates de production électrique, tout en modernisant les centrales existantes et en construisant de nouvelles capacités. Les pouvoirs publics s'efforcent également d'étendre le service électrique aux zones rurales du pays, où la population doit compter sur des biocombustibles et des déchets comme sources d'énergie primaires. L'héritage de planification centralisée du gouvernement soudanais précédent a fait du gouvernement central le premier client des grands projets de production et de distribution d'électricité. Un rapport de la *Sudan Electrical Holding Company* (SEHC) datant de 2019 indique que la consommation électrique annuelle du pays équivaut à 3,4 gigawatts heure (GWh). La SEHC escompte une croissance annuelle de 8 % de la demande d'électricité.

Le secteur du tourisme constitue une très faible fraction de l'économie du Soudan et ne représente que 2,4 % du total du PIB¹⁸. Le secteur du tourisme au Soudan a subi le contrecoup de la guerre et de conflits qui ont rendu la région peu sûre pour les visiteurs. Les principaux atouts touristiques du pays sont sa faune, son archéologie, les paysages de sa région de montagnes et son riche patrimoine culturel.

Le gouvernement du Soudan continue à manifester sa détermination à adopter des réformes économiques fondées sur le marché, à démanteler divers monopoles d'État, à limiter les populaires subventions aux combustibles et aux produits alimentaires, et à réduire l'influence des puissants conglomérats commerciaux. Ces changements structurels apportés à l'économie du Soudan sont susceptibles d'entraîner des troubles sociaux mais de nature à faciliter l'émergence d'une économie plus ouverte.

Défis à relever par le secteur privé

- La productivité agricole est faible et instable en raison de l'imprévisibilité des conditions climatiques, de la dégradation des sols, du recours à des pratiques peu rentables et à faible

technologie, d'un manque de savoir et d'un conflit armé en cours qui empêche les activités agricoles dans certaines zones¹⁹. **À défaut d'un apport de nouvelles capacités, la base de compétences du pays reste trop limitée pour soutenir des stratégies d'innovation et de transformation de l'économie agricole.**

- **Accès limité à l'électricité :** Les coupures de courant, fréquentes et durant souvent toute la journée, affectent la productivité et les coûts opérationnels des entreprises. Le pays importe de l'électricité de l'Éthiopie voisine, le taux d'accès au courant électrique étant de 32 %.
- L'*Industry Act* 2021 [Loi de 2021 relative à l'industrie] fixe des exigences en matière de certification auxquelles il ne peut être répondu que par des acteurs industriels de moyenne ou de grande taille ; à ce titre, cette législation encourage un environnement d'affaires favorable aux grandes entreprises, aux dépens des petites. Cette situation a des implications considérables, étant donné que les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) représentent jusqu'à 98 % de l'emploi²⁰.
- **Taille importante du secteur informel :** Selon l'Organisation internationale du Travail, 65 % de la main-d'œuvre d'âge très actif (travailleurs d'âge compris entre 25 et 54 ans) du Soudan sont occupés dans le secteur informel. **L'absence d'un environnement adéquat et propice au fonctionnement des micro et petites entreprises constitue un facteur majeur pour expliquer l'expansion importante d'un secteur informel étendu au Soudan.**
- **Les niveaux de formation sont nettement moindres dans les zones rurales par comparaison avec les zones urbaines, et pour les femmes par comparaison avec les hommes.** Une ventilation des niveaux de formation par sexe et localisation géographique indique une grande hétérogénéité pour ces deux paramètres. Les personnes vivant dans les zones

² C. Michael Hall, « Constructing Sustainable Tourism Development : The 2030 Agenda And The Managerial Ecology Of Sustainable Tourism », (2019) 27, Journal of Sustainable Tourism.

³ Pei Sun Loh et al., « Impact Of Climate Change On Vegetation Cover At South Port Sudan Area », (2020) 8, Climate.

⁴ OIT, Projet « SUDAN : Support to the development of a National Employment Framework », A Roadmap Toward A National Employment Policy For Sudan, 2014

rurales sont moins éduquées que la population urbaine ; de même, les niveaux de formation des femmes sont inférieurs à ceux des hommes.

- **Faible taux d’alphabétisation - Une importante fraction de la main-d’œuvre existante du pays manque de compétences de base en matière de lecture et d’écriture.** Le taux moyen d’alphabétisation est de 24 % seulement ; dans les zones urbaines, il est d’environ 52 %. Plus de 37 % de la population adulte du Soudan adulte n’a jamais connu une scolarité organisée ; 41 % ont au mieux terminé l’école primaire, 15 % l’école secondaire, et seuls 7 % ont un certain niveau de formation post-secondaire. Au vu des faibles taux de scolarisation des enfants d’âge scolaire, le problème de l’analphabétisme semble appelé à persister pendant de longues années encore. Le taux alphabétisation pour la tranche d’âge allant de 15 à 24 ans n’est actuellement que de 35 % dans les zones rurales et de 65 % dans les zones urbaines. Il s’ensuit que les entreprises ne disposent que d’un réservoir très limité de main-d’œuvre éduquée et qualifiée.

- **L’important déficit infrastructurel constitue un obstacle significatif à la croissance des entreprises au Soudan, en limitant les opportunités, créant des inconvénients et maintenant un coût élevé pour les services de base.** Des années de conflit ont détruit une grande partie des infrastructures du pays. Les pouvoirs publics sont confrontés à un profil infrastructurel où se côtoient développement et sous-développement à un degré parmi les plus accusés d’Afrique. L’infrastructure du Soudan subsiste largement autour de Khartoum, principal centre du pays et plaque tournante en connexion directe avec cinq grandes régions : Port-Soudan, l’Égypte et l’Afrique du Nord, la frontière érythréenne, le Kordofan et l’Éthiopie. Dans le reste du Soudan, on trouve un réseau routier fragmentaire et incohérent, cinq aéroports internationaux à la capacité opérationnelle fortement limitée par des contraintes financières, et une infrastructure électrique centrée avant tout sur les zones urbaines importantes.

Une bonne partie du pays manque de routes en bon état. À côté de quelques corridors

routiers nationaux bien développés, les communications routières dans les zones rurales sont pratiquement inexistantes. La densité du réseau routier est extrêmement faible et sur la plupart des routes, le trafic est rare. Le mauvais état des routes compromet gravement l’efficacité des services de transport. En outre, le grand nombre de routes non asphaltées rend les déplacements impossibles pendant la saison des pluies. Le gouvernement a marqué son intérêt pour une reconstruction de la grande route reliant Khartoum à Port-Soudan et de la route Khartoum-Kosti au sud du pays.

- **Le faible taux de participation des femmes au travail rémunéré s’explique en partie par des obstacles légaux à l’activité économique des femmes au Soudan.** Le Soudan connaît des entraves légales significatives au marché du travail féminin. Comme l’indique la Banque mondiale, les femmes soudanaises ne peuvent pas travailler selon les mêmes conditions que les hommes ; elles ne peuvent pas effectuer le même travail de nuit, effectuer des tâches considérées dangereuses, pénibles ou moralement inappropriées, ni effectuer les mêmes tâches ou travailler dans les mêmes secteurs que les hommes.

- **Logistique et coût élevé du transport :** Ces coûts élevés s’expliquent par des raisons de géographie mais aussi par des lourdeurs administratives, la présence de nombreux points de contrôle et les difficultés dues à l’état de l’infrastructure de transport. Le transport intérieur entre Mombasa et Djouba prend 17 jours et coûte 8 075 \$ à l’importation, 14 jours et 4 000 \$ à l’exportation. Pendant les deux saisons des pluies annuelles, d’avril à mai et d’octobre à novembre, de nombreuses routes du Soudan du Sud sont impraticables. Pendant la moitié de l’année, le transport multimodal routier-fluvial est la seule façon de voyager. Le coût du transport multimodal est moindre que celui du transport routier uniquement ; toutefois, le trajet fluvial ajoute environ six jours au temps de voyage.

- **La fermeture des écoles et d’autres institutions d’enseignement pendant la période de confinement en raison du Covid-19 s’est traduite par un déficit des apprentissages,**

qui à son tour risque d'avoir des effets négatifs sur le développement humain à long terme. Pendant cette période, l'infrastructure numérique limitée et le manque d'accès général et aisé aux moyens technologiques a entravé les possibilités de l'apprentissage en ligne.

• **L'absence d'un secteur privé dynamique est un facteur d'explication essentiel de la rareté de l'emploi dans l'économie du Soudan.**

La croissance et l'investissement du secteur privé sont entravés par des conditions défavorables à l'entreprise, marquées par exemple par un manque de services de commercialisation, un accès difficile au crédit et des difficultés significatives du commerce transfrontalier.

• L'existence de politiques, règles et pratiques peu claires en matière de propriété et d'utilisation des terres constituent un défi critique pour le secteur privé, eu égard au rôle territorial et symbolique de la terre dans les conflits entre communautés au Soudan du Sud.

• L'injection de capitaux dans l'économie est réduite, en raison des problèmes d'insécurité créés par des conflits communautaires persistants. Si les conflits armés se sont estompés au Darfour, la région la plus occidentale du Soudan, de nombreuses autres zones dans la région restent incertaines du fait de la prolifération d'armes et d'un banditisme répandu.

Recommandations du secteur privé

• Le gouvernement devrait renforcer ses politiques de décentralisation en habilitant les communautés locales à lancer le dialogue sur des sujets sensibles, dont la gestion des ressources naturelles et une harmonisation de leur accès pour les nomades et les agriculteurs.

• Il importerait que les pouvoirs publics poursuivent des actions de nature à renforcer les associations d'agriculteurs, à réformer les

politiques en matière de propriété foncière et à améliorer l'accès au financement pour les petits exploitants.

• Les pouvoirs publics devraient mettre à la disposition du secteur privé des services de développement agricole afin d'autonomiser des populations rurales qui dépendent totalement de la culture et de l'élevage de bétail⁵. Cette action doit comporter un volet de formation des exploitants à un usage efficace des moyens techniques dans leurs pratiques agricoles, ainsi qu'à des pratiques d'élevage améliorées pour une reproduction et une croissance optimales de leur cheptel.

• Les cadres légaux et institutionnels du Soudan doivent être réformés afin d'accroître la participation des acteurs privés dans la mise à disposition d'outils TIC avancés qui permettront d'ouvrir et d'intégrer l'économie du pays à une échelle mondiale⁶.

• Les pouvoirs publics devraient engager les entreprises privées à se lancer dans la production d'électricité hors réseau en recourant à des procédés de production à moindre coût, en prévoyant une planification efficace de l'électrification et en introduisant des tarifs modulés selon les heures de pointe et les heures creuses afin de la rendre possible⁷.

• Il importe que le gouvernement affronte les impacts du changement climatique par l'adoption de politiques en vue de la protection de l'écosystème, l'encouragement à la production et l'utilisation de sources d'énergie propre et une promotion des énergies vertes. Le secteur privé devrait être stimulé à élaborer des mécanismes efficaces de gestion et d'élimination des déchets, tels que le recyclage ou l'économie circulaire⁸.

• La résolution des conflits dans le pays constitue le premier pas vers le développement du tourisme. Elle peut être réalisée par le recours à des mécanismes de médiation supplémentaires

⁵ Abubaker Haroun et Mohamed Adam, « The Future Perspectives Of Agricultural Graduates And Sustainable Agriculture In Sudan », (2019) 1, Journal of Agronomy Research.

⁶ Maha Bashri, « Networked Movements And The Circle Of Trust : Civil Society Groups As Agents Of Change In Sudan », (2020) 24, Information, Communication & Society.

⁷ Felix Makonye, « The Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD) As A Solution For Sustainable Hydro-Electricity Generation : Tensions And Threats With Egypt And

⁸ The Sudan », (2021) 8, Journal of African Foreign Affairs.

et des services de sécurité assurés par des organisations privées, et par la mise en place d'un dialogue constructif tenant compte des problèmes de chaque partie⁹.

- Les pouvoirs publics devraient faire une priorité du développement de l'infrastructure de transport afin de rendre les sites touristiques accessibles et amènes. Un tel effort contribuera de façon très importante à l'emploi dans les communautés rurales d'accueil.
- Il est proposé que le gouvernement engage des partenariats avec le secteur privé afin de

développer une feuille de route de l'emploi débouchant sur une politique nationale de l'emploi. Une telle initiative contribuerait à assister les pouvoirs publics dans la réalisation de son engagement pour la promotion d'un plein-emploi de qualité grâce à des politiques économiques, industrielles et sociales appropriées, de même que par la mise en place d'organismes efficaces et l'adoption du cadre légal nécessaire à leur soutien.

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'Organisation Internationale des Employeurs (OIE) et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.



**Cofinancé par
l'Union européenne**

⁸ Pei Sun Loh et al., « Impact Of Climate Change On Vegetation Cover At South Port Sudan Area », (2020) 8, Climate.

⁹ C. Michael Hall, « Constructing Sustainable Tourism Development : The 2030 Agenda And The Managerial Ecology Of Sustainable Tourism », (2019) 27, Journal of Sustainable Tourism.



A powerful
and balanced
voice for business

Avenue Louis-Casaï 71 – CH-1216 Genève
T +41 22 929 00 00 F +41 22 929 00 01
ioe@ioe-emp.com • ioe-emp.org

© IOE 2023